26 septembre au 2 octobre

Par Marine Béguin, Laura De Almeida et Laura Comte.

Référendum d'annexion en Ukraine : entre tensions et représailles

Ce mardi 27 septembre, quatre régions de l'Est de l'Ukraine (Zaporijia, Kherson, Lougansk et Donetsk), d'après les chiffres donnés, la moyenne serait de 98% de votes en faveur de l'annexion de leur territoire par la Russie.

Le vote d'<u>un traité officialisant l'intégration des régions</u> par le Parlement russe est la prochaine étape déterminante dans le développement du conflit russo-ukrainien. Le président Vladimir Poutine pourrait, par la suite, prononcer un discours pour annoncer officiellement l'annexion. Celle-ci est un tournant stratégique dans la guerre car ces quatre régions représentent 15% du territoire ukrainien.

Du côté de la communauté internationale, <u>l'Union européenne a qualifié ces</u> référendums d'illégitimes. De nouvelles restrictions ont été évoquées, notamment de <u>plafonner le prix du pétrole russe</u> et de restreindre encore plus les échanges commerciaux avec Moscou. Josep Borrell et Ursula von der Leyen se sont exprimés lors d'une conférence de presse à ce sujet : "*Nous n'acceptons pas les référendums fictifs et toute forme d'annexion en Ukraine. Et nous sommes déterminés à faire payer le Kremlin pour cette nouvelle escalade.*" L'ONU a rappelé de son côté, que l'Ukraine doit disposer de son intégrité territoriale à l'intérieur de ses frontières, reconnues par l'organisation.

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky s'est exprimé également à travers une vidéo postée sur Telegram : « Nous agirons pour protéger notre peuple : à la fois dans la région de Kherson, dans celle de Zaporijjia, dans le Donbass (et aussi) dans les zones actuellement occupées de la région de Kharkiv et en Crimée ». Il appelle également à plus d'aide de la part des pays occidentaux, plus particulièrement dans le domaine militaire. L'armée ukrainienne progresse toujours dans l'Est et le Sud du pays.

https://www.euronews.com/2022/09/27/occupied-areas-of-ukraine-vote-to-join-russia-in-refer endums-branded-a-sham-by-the-west

https://www.france24.com/fr/europe/20220928-en-direct-victoire-du-oui-aux-référendums-d-annexion-en-ukraine-zelensky-dénonce-une-farce

https://www.ladepeche.fr/2022/09/28/referendums-dannexion-en-ukraine-la-russie-revendique-la-victoire-10698394.php

https://www.ouest-france.fr/europe/ukraine/referendums-d-annexion-en-ukraine-les-autorites-prorusses-annoncent-le-oui-en-tete-6bdc7d18-3e68-11ed-8aab-3274d8312c34
https://www.ouest-france.fr/monde/guerre-en-ukraine/apres-les-referendums-d-annexion-l-ukraine-agira-pour-defendre-son-peuple-promet-zelensky-b02c5986-ac85-4212-9d93-d5b8f43e13bf

Fuites sur les gazoducs de Nord Stream : la piste du sabotage russe avancée

Dans les profondeurs de la mer baltique, les gazoducs Nord Stream 1 et 2 relient la Russie à l'Allemagne. Ils ont été mis hors service à cause de la guerre en Ukraine, mais ont été touchés cette semaine par des fuites allant de 200 mètres à un kilomètre de diamètre. L'institut sismique de la Suède a également enregistré des explosions sous-marines à proximité des deux gazoducs.

Tout laisse alors penser qu'il s'agisse d'un sabotage. Josep Borrell, le Haut-Représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, a d'ailleurs indiqué que "toute perturbation délibérée des infrastructures énergétiques européennes est totalement inacceptable et fera l'objet d'une réponse vigoureuse et unie". Toutefois, ce sabotage ne serait pas dans l'intérêt du président russe. L'énigme reste donc entière sur l'identité des auteurs.

La président de la Commission européenne a indiqué sur son Twitter : "Il est primordial d'enquêter sur les incidents et de faire toute la lumière sur les événements (...)

Toute perturbation délibérée de l'infrastructure énergétique européenne active est inacceptable et entraînera la réponse la plus ferme possible".

D'après le Danemark, les fuites devraient durer au moins une semaine, car même si les gazoducs n'étaient plus utilisés, ils étaient encore remplis. Suite à cette attaque, Copenhague a réagi en mettant en place son <u>état d'alerte orange sur les infrastructures énergétiques</u> du pays. Les usines vont renforcer l'accès et la surveillance des différentes installations. De plus, la navigation a été interdite dans un rayon de cinq milles nautiques (environ neuf kilomètres) autour des trois fuites, ainsi que leur survol dans un rayon d'un kilomètre.



lien image : https://www.la-croix.com/Monde/Fuites-spectaculaires-gazoducs-Nord-Stream-soupcons-sab otage-2022-09-27-1201235128

https://www.ouest-france.fr/economie/energie/gaz-naturel/fuites-sur-les-gazoducs-de-nord-str eam-l-ue-evoque-un-sabotage-et-promet-une-reponse-ferme-cadb5bd8-2e42-4c5e-b33e-24d5 a6651147

https://www.france24.com/fr/europe/20220927-des-fuites-inexpliquées-sur-les-gazoducs-nord-stream-éveillent-des-soupçons-de-sabotage

 $\underline{https://www.europe1.fr/international/nord-stream-ce-que-lon-sait-des-fuites-qui-touchent-les-deux-gazoducs-4137096}$

La réforme des retraites : le président envisage une nouvelle voie

La réforme des retraites est une des grandes promesses faites par Emmanuel Macron durant son second mandat. Il propose par exemple de reculer l'âge légal de départ à la retraite à 64 voire 65 ans au lieu de 62 ans, avec ajout de 4 mois par an dès 2023 et jusqu'en 2032. D'autres changements auraient lieu si la réforme venait à être votée, par exemple la pension de retraite minimum à taux plein de 1 100 euros par mois serait mise en place et une indexation des pensions de retraite pourrait aussi être adoptée. D'autre part, une suppression des régimes spéciaux pour les nouveaux agents de la <u>RATP</u> pourrait également avoir lieu.

Ainsi, la possible mise en vigueur de cette réforme a créé un mouvement de grève en France, ce jeudi 29 septembre, laissant penser que les propositions d'Emmanuel Macron ne faisaient pas du tout l'unanimité. L'objectif du président serait surtout économique. En effet, selon le gouvernement, <u>la réforme de retraite</u> serait indispensable du point de vue financier pour la France. <u>Bruno le Maire</u> a affirmé que cette réforme pourrait permettre de gagner 0,2 points de PIB, soit de richesse créée en plus sur la croissance.

Mais selon de nombreuses études, le départ plus tardif à la retraite ne serait pas gage de bénéfices économiques pour le pays. Selon Fanny Guinochet, un des effets que la réforme pourrait engendrer serait l'effet de déversement. En effet, elle explique que "presque un Français sur deux qui arrive à la retraite est sans activité, au RSA, au chômage, ou en arrêt maladie" donc des dépenses publiques supplémentaires seraient à prévoir si le gouvernement choisit de mettre en vigueur cette réforme.

Se pose donc la question de la nécessité de cette réforme, qui semble vraiment indispensable pour Emmanuel Macron qui <u>envisage même de dissoudre l'Assemblée nationale si une motion de censure contre le gouvernement avait lieu</u>, provoquant de nouvelles élections législatives. Un texte devrait être voté à la fin de l'année 2022.

https://www.francetvinfo.fr/economie/retraite/reforme-des-retraites/reforme-des-retraites-ce-que-s-apprete-a-faire-le-president-de-la-republique-est-une-folie-affirme-le-depute-lfi-de-la-somme-francois-ruffin 5385529.html

https://www.europe1.fr/politique/reforme-des-retraites-le-nouveau-scenario-envisage-par-le-gouvernement-4137137

Le décryptage éco : et si la réforme des retraites ne rapportait pas autant que prévu ?



photo:

https://www.stocklib.fr/media-110496897/strasbourg-france---mar-22-2018-cgt-general-confe deration-of-labour-workers-with-placard-at-demonstration-protest-against-macron-french-gov ernment-string-of-reforms---seniors-in-front-of-first-row-of-protesters.html?keyword=macron

Marine:

Discours de V. Poutine : annexion de quatre territoires d'Ukraine par la Russie et appel à un "cessez-le-feu"

C'est au cours d'un discours de 37 minutes, prononcé ce vendredi 30 septembre, que le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, a scellé l'annexion par la Russie de quatre territoires d'Ukraine. Entre demande de "cessez-le-feu" et critiques envers l'Occident, revenons sur les points à retenir de ce discours.

Nous vous en parlions dans de précédents articles, c'est le 24 février dernier que la Russie a envahi l'Ukraine, annonçant le début d'une guerre. Après avoir reconnu l'indépendance de quatre régions ukrainiennes (Donetsk, Louhansk, Kherson, Zaporijia), et en dépit de l'opposition de la communauté internationale, le président russe a officiellement signé, ce vendredi, l'annexion de ces territoires, affirmant qu'il s'agit de la "volonté de millions de personnes", ayant pour la majorité (entre 87 et 99%) voté "oui" aux référendums organisés par les autorités pro russes. Bien que ces résultats ne soient pas reconnus, ni par la communauté internationale, ni par l'Ukraine, V. Poutine a affirmé lors de son discours que "Les habitants des régions de Donetsk, Louhansk, Kherson et Zaporijia sont nos citoyens, nos citoyens pour toujours", car des référendums ont bien eu lieu.

Le président russe s'est ensuite adressé à Kiev, demandant à l'Ukraine de respecter le choix de ces citoyens russes "pour toujours" si elle voulait envisager la paix entre les deux pays. En effet, V. Poutine, prêt à défendre ses territoires à n'importe quel prix, s'est également adressé à l'Occident par de nombreuses attaques, notamment à l'Europe mais surtout aux États-Unis, qu'il accuse de mener bataille contre la Russie, alors considérée comme "une colonie" par ces derniers. En réponse à ces décisions "nulles et non avenues", les 27 appellent "tous les États et organisations internationales à rejeter sans équivoque cette annexion illégale".